

A Belém, les pays sauvent la face, mais pas le climat

COP30 Malgré quelques avancées, notamment sur l'aide à l'adaptation climatique, le bilan des deux semaines de négociations intenses au Brésil est plutôt mitigé. L'accord qui en découle a au moins le mérite de maintenir en vie la coopération autour du réchauffement

PASCALINE MINET

La COP30 s'est conclue ce samedi 22 novembre sur fond de déception. Alors que plus de 80 Etats réclamaient l'établissement d'une «feuille de route» pour sortir des énergies fossiles, la formulation n'a pas été retenue dans l'accord issu des négociations.

L'engagement de la présidence brésilienne et la prolongation d'une journée des discussions n'ont pas permis de dépasser les différends entre les près de 200 Etats participants à la conférence. L'ambassadeur suisse pour l'environnement, Felix Werthli, a tiré un bilan mitigé du sommet mondial. «C'était une conférence des petits pas», a-t-il déclaré.

L'existence même d'un accord final est toutefois accueillie avec soulagement par de nombreux négociateurs et observateurs, car la COP30 était perçue comme un test de la capacité des pays à poursuivre leur collaboration dans la lutte contre le réchauffement. «On sent qu'il fallait sauver la face à tout prix», estime la politologue de l'Université de Genève Kari de Pryck.

Vendredi encore, l'Union européenne faisait planer le risque d'un échec des négociations si la sortie des énergies fossiles n'apparaissait pas dans le document de synthèse de la conférence, dit «texte du mutirão», du nom d'un terme autochtone tupi-guarani signifiant «effort collectif». Après une nuit de négociations et une réunion de coordination avec les Vingt-Sept, elle s'est finalement résignée à accepter l'absence de cette référence, plutôt que de devoir endosser la responsabilité d'une conférence sans accord.

Un fossé «flagrant» sur l'ambition

Le texte du mutirão mentionne des efforts «volontaires» pouvant être faits par les pays pour accélérer leur décarbonation. Un rapport sur le sujet est attendu pour la COP31, qui se tiendra l'an prochain en Turquie. Autant d'engagements qui sont «sans aucune garantie de résultats concrets», estime Kari de Pryck.

«La communauté internationale n'a pas réussi à combler le fossé flagrant entre l'objectif de l'Accord de Paris et les ambitions climatiques des Etats.



Le président de la COP30, André Corrêa do Lago, entouré de plusieurs représentants internationaux. (BELÉM, 22 NOVEMBRE 2025/ANDRE PENNER/AP PHOTO)

La COP30 ne fournit pas de plan global sur la manière dont les Etats peuvent accélérer la mise en œuvre de mesures de protection du climat socialement équitables et financées», déplore également David Knecht, expert climat et énergie chez Action de Carême et observateur sur place.

«En période de fractures géopolitiques, parvenir à un consensus est plus difficile que jamais»

ANTONIO GUTERRES, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

Le militant salue cependant le fait que la conférence ait permis l'adoption d'un mécanisme de «transition juste» visant à garantir la justice sociale dans les mesures de protection du climat. «Nous devons nous en réjouir. Les mesures de protection du climat doivent être centrées sur les personnes», estime-t-il. Le texte mentionne aussi l'objectif d'un triplement de l'aide financière pour

l'adaptation climatique des pays en développement à l'horizon 2035, par rapport à l'objectif annuel de 40 milliards par an pour 2025.

Ce soutien accru répond à une demande pressante de pays à faibles revenus, qui peinent à faire face aux conséquences du changement climatique, alors que les événements extrêmes menacent leurs infrastructures et que les sécheresses mettent à mal leur production agricole. «C'est une petite victoire, mais le texte parle seulement d'«efforts» pour tripler l'adaptation, ce qui reflète une aspiration plutôt qu'une promesse», estime Kari de Pryck.

«Aucun groupe ne sort gagnant»

La politologue relève que le GIEC est mentionné dans le texte du mutirão, comme fournissant «les meilleures connaissances scientifiques». «Pour de nombreux pays, l'enjeu était de réaffirmer la légitimité de la science climatique dans un contexte de remise en question croissante», relève-t-elle.

Les deux semaines de négociations de Belém ont permis d'autres avancées, hors du mutirão. Le Brésil a lancé un nouveau fonds destiné à la protection des forêts, qui a déjà recueilli environ 5,5 milliards de dol-

lars d'engagements de contributions initiales. La Colombie et les Pays-Bas ont de leur côté annoncé l'organisation l'an prochain d'une conférence internationale ouverte à tous les pays volontaires et visant à accélérer l'abandon du charbon, du pétrole et du gaz.

Malgré ces acquis, le bilan des discussions de Belém paraît bien maigre, alors que les températures globales s'affolent et que les catastrophes climatiques se multiplient à travers le monde. «Aucun groupe ne sort gagnant de l'exercice, et clairement pas le climat. Mais après la déception à la COP29 de Bakou sur la finance climatique et la sortie des Etats-Unis de l'Accord de Paris, c'était peut-être naïf de s'attendre à plus», relève Kari de Pryck.

«Beaucoup peuvent se sentir déçus» par le résultat des discussions, a concédé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. «Les COP fonctionnent par consensus, et en période de fractures géopolitiques, parvenir à un consensus est plus difficile que jamais», a-t-il observé. Une alliance de 39 petits Etats insulaires ou côtiers, particulièrement vulnérables au changement climatique, a qualifié samedi l'accord conclu à la COP30 d'«imparfait, mais nécessaire pour le progrès». ■

Israël tue le chef militaire du Hezbollah au Liban

PROCHE-ORIENT L'armée israélienne a effectué hier une frappe dans la banlieue de Beyrouth, faisant au moins cinq morts, dont le «chef d'état-major» du mouvement pro-iranien

AFP

Israël a annoncé avoir tué Ali Tabatabai, le chef militaire du Hezbollah, lors d'une frappe sur la banlieue sud de Beyrouth hier, qui a visé un immeuble d'un quartier densément peuplé.

C'est le plus haut responsable du Hezbollah à être tué depuis la fin, il y a près d'un an, de la guerre meurtrière qui a opposé le mouvement pro-iranien à Israël et dont il est sorti décapié. L'armée israélienne a dit avoir tué Haitham Ali Tabatabai, présenté comme le «chef d'état-major» du Hezbollah, dans cette frappe, la cinquième sur la banlieue sud, bastion du mouvement, depuis l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu.

«Comme un éclair»

Une source proche du Hezbollah a confirmé sa mort. Ali Tabatabai avait été promu chef militaire du Hezbollah après la mort des principaux responsables du mouvement durant la guerre avec Israël. L'attaque est intervenue une semaine avant la visite du pape Léon XIV, attendu le 30 novembre au Liban.

Dans le quartier densément peuplé qui a été visé, la frappe a touché les troisième et quatrième étages d'un immeuble de neuf étages, et laissé plusieurs voitures calcinées, a constaté un journaliste de l'AFP. Il a vu les secouristes évacuer un corps enveloppé dans un sac blanc et au moins six blessés, dont trois femmes. «Il y a eu comme un éclair, puis j'ai percuté la balustrade et tout le verre s'est brisé», a raconté un homme qui se trouvait face au bâtiment, en état de choc, qui n'a pas voulu dire son nom.

Cinq personnes ont été tuées et 28 blessées, selon le Ministère libanais de la santé.

«Quiconque lèvera la main contre Israël verra sa main coupée»

ISRAËL KATZ, MINISTRE ISRAËLIEN DE LA DÉFENSE

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, «a ordonné l'attaque sur recommandation du ministre de la Défense et du chef d'état-major», selon ses services. Israël a récemment intensifié ses frappes dans les bastions du Hezbollah au sud et à l'est du Liban, où il affirme viser le mouvement chiite qu'il accuse de violer le cessez-le-feu en se réarmant et réactivant ses infrastructures. «Nous continuerons à agir avec force pour prévenir toute menace contre les habitants du nord et l'Etat d'Israël. Quiconque lèvera la main contre Israël verra sa main coupée», a martelé le ministre israélien de la Défense, Israël Katz.

Le président libanais, Joseph Aoun, a, lui, appelé la communauté internationale à «intervenir sérieusement et avec force pour mettre fin aux attaques contre le Liban», soulignant que son pays respectait le cessez-le-feu.

Ali Tabatabai, dont le nom était inconnu du grand public au Liban, était auparavant «responsable du dossier du Yémen» au sein du Hezbollah, qui soutient les rebelles houthis, selon une source proche de la formation pro-iranienne. ■

EN BREF

Espoir d'un compromis après le rejet du budget en France

Fait inédit dans la Ve République en France, la quasi-totalité de l'Assemblée nationale s'est opposée dans la nuit de vendredi à samedi au projet de budget de l'Etat, un vote sans surprise mais qui augure mal de son adoption avant la fin de l'année, dans les délais constitutionnels. S'il a fustigé la «stratégie destructrice» du Rassemblement national (RN) et de la France insoumise (LFI), le ministre de l'Economie Roland Lescure s'est pourtant dit convaincu samedi «qu'un compromis peut se construire». Un avis partagé par la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin qui assure qu'elle ne cédera pas «à la résignation» et que «des consensus peuvent aboutir». Après 125 heures de débats parfois houleux, 404 députés ont rejeté la partie «recettes» du texte (un pour, 84 abstentions), emportant ainsi l'ensemble du projet, sans même étudier la partie «dépenses». Les groupes de gauche et le RN ont voté contre, ceux du camp gouvernemental se sont divisés entre votes contre et abstentions. AFP

Jair Bolsonaro tente de briser son bracelet électronique

Assigné à résidence depuis août dans le cadre d'une enquête sur des soupçons d'obstruction à son procès, l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro, 70 ans, a été placé samedi en détention provisoire après avoir usé d'un fer à souder contre son bracelet électronique. L'imprévisible ancien dirigeant d'extrême droite (2019-2022) a été condamné en septembre à 27 années de prison pour une tentative de coup d'Etat en 2022. Il a été conduit dans les locaux de la police fédérale à Brasilia. Le juge Alexandre de Moraes, chargé du dossier, a expliqué avoir ordonné une détention provisoire et non l'exécution de la peine – que l'intéressé essaie encore d'empêcher par des recours. Selon le magistrat, l'ex-président a tenté de «casser» son bracelet dans l'espoir de s'évader à la faveur d'une manifestaion. Jair Bolsonaro a reconnu avoir attaqué l'appareil avec un fer à souder. Par «curiosité» a-t-il déclaré dans un premier temps, avant d'invoquer un moment de «paranoïa», selon un document de la Cour suprême. AFP

Au Nigeria, 50 élèves enlevés ont réussi à s'échapper

Cinquante des plus de 300 élèves enlevés vendredi dans l'ouest du Nigeria ont échappé à leurs ravisseurs, a annoncé hier une organisation chrétienne. Des hommes armés non identifiés ont attaqué tôt vendredi l'école catholique mixte Saint Mary, située dans l'Etat du Niger, et ont enlevé 303 élèves et 12 enseignants. Il s'agit de l'un des plus importants enlèvements de masse jamais perpétrés au Nigeria, pays ravagé par le phénomène. Les garçons et filles enlevés, âgés de huit à 18 ans, représentent près de la moitié des 629 élèves de l'établissement. Lundi dernier, un autre groupe d'hommes armés avait déjà pris d'assaut un lycée de l'Etat voisin de Kebbi et enlevé 25 jeunes filles. Mardi, une attaque – non revendiquée – d'une église pentecôtiste de l'ouest du pays le plus peuplé d'Afrique a fait deux morts, et 38 fidèles ont été enlevés. Les forces de sécurité nigérianes ont libéré ces personnes hier, a toutefois annoncé le président Bola Tinubu. AFP